

2012 02/17  
64215 EURCOM UW  
21877 COMEU B

432

to all										
H.D.	D.H.D.	INFO.	TRADE	AGRI.	LEGAL	FIN & DEV	SC & ENP.	SUP. AG.	ADM.	CFE.

DE : C.C.E. BRUXELLES - SEG12 - S.G.  
A : C.E. WASHINGTON - WASHINGTON  
REF: 02:12 18-02-84 2988 - 4901

DUPLICATA POSSIBLE

TELEX NO 30625-SG / BERL 11/50  
TELEX HEBDOMADAIRE NR 158 DU 17.02.84 DESTINE A L'ENSEMBLE DES  
DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION  
INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

1. INTRODUCTION

1.1 DISCOURS-PROGRAMME

A L OCCASION DE LA PRESENTATION DU PROGRAMME DE LA COMMISSION  
POUR 1984, LE PRESIDENT THORN A PRONONCE LE 15 FEVRIER UN IMPOR-  
TANT DISCOURS POLITIQUE DEVANT LE PARLEMENT EUROPEEN A STRASBOURG.

SOULIGNANT LE CONTEXTE PARTICULIER DE CE DISCOURS -DERNIERE AN-  
NEE DU MANDAT DE L'ACTUELLE COMMISSION, PROXIMITE DES ELECTIONS  
EUROPEENNES, CARACTERE DECISIF DU PROCHAIN CONSEIL EUROPEEN- LE  
PRESIDENT THORN A AFFIRME AVEC VIGUEUR L'INTENTION DE TOUTE LA  
COMMISSION DE SE BATTRE JUSQU'AU BOUT POUR QUE SE REALISENT LA  
REMISE EN ORDRE ET LA RELANCE DE LA COMMUNAUTE.

LA COMMUNAUTE DOIT ETRE EN MESURE DE REpondre AUX GIGANTESQUES  
DEFIS QUE SONT LE CHOMAGE -NOTAMMENT DES JEUNES- LA MUTATION  
INDUSTRIELLE, LE PROGRES TECHNOLOGIQUE, LA COMPETITION COMMER-  
CIALE. ELLE DOIT AUSSI RELEVER LE DEFI QUE CONSTITUE LA PRISE  
EN CHARGE DE SA SECURITE. C'EST A CES CONDITIONS SEULEMENT  
QU ELLE POURRA CONTINUER D'ASSUMER SA MISSION HISTORIQUE, QUI  
RESTE, PLUS QUE JAMAIS, L'UNION DES PEUPLES.

CERTES, IL NE FAUT PAS SOUS-ESTIMER LE ROLE JOUE PAR LA COMMUNAU-  
TE AU MILIEU DE LA CRISE QUI FRAPPE NOS ECONOMIES (MAINTIEN DU  
MARCHE COMMUN ET D'UN CADRE COMMUNAUTAIRE POUR LES RESTRUCTURA-  
TIONS INDUSTRIELLES, COHESION COMMERCIALE, STABILITE MONETAIRE,  
SAUVEGARDE DE LA PAC). C'EST UN VERITABLE GAGE D'ESPOIR. MAIS CA  
NE SAURAIT SUFFIRE. 'CES SUCCES RELATIFS SERAIENT MENACES SI  
LA COMMUNAUTE PERSISTAIT PLUS LONGTEMPS DANS L'INCAPACITE DE  
S'ADAPTER AUX CHANGEMENTS ET DE RELEVER LES NOUVEAUX DEFIS QUE  
L HISTOIRE LUI PRESENTE'.

DES ANNEES ONT ETE PERDUES ET C'EST MAINTENANT QU IL FAUT TRAN-  
CHER, REFORMER LA PAC ET ETABLIR UN NOUVEAU REGIME FINANCIER.  
'EN CAS D ECHEC A BRUXELLES AU MOIS DE MARS... LA REALITE DE  
LA CRISE BUDGETAIRE SE FERA JOUR' EN PLEINE CAMPAGNE ELECTO-  
RALE. (INFRA PARA 2.1 B).

1.2 CONSEIL 'AFFAIRES GENERALES' (20 FEVRIER)

L ORDRE DU JOUR OFFICIEL PREVOIT NOTAMMENT :  
- UN DEBAT SUR L'ELARGISSEMENT ET LA DIFFICILE MISE AU POINT  
D'UNE DECLARATION SUR LES QUESTIONS SENSIBLES DU CHAPITRE AGRI-

Western Union International, Inc.

Western Union International, Inc. International Telex International

- COLE EN PREVISION LA CONFERENCE MINISTERIELLE AVEC L'ESPAGNE A LAQUELLE SERA CREE LA MATINEE DU MARDI.
- LE DEFINITION DES RELATIONS FUTURES AVEC LE GROENLAND.
  - PREPARATION DU CONSEIL DE COOPERATION AVEC ISRAEL (LUNDI SOIR) PARTICULIEREMENT LES METHODES DE PRISE EN CONSIDERATION DES CONSEQUENCES DE L'ELARGISSEMENT.
  - UN DEBAT SUR LES 'RELATIONS COMMERCIALES EXTERIEURES', NOTAMMENT : LES FUTURES NEGOCIATIONS AU GATT SUR LE REGIME TARIFAIRE DE SOUS-PRODUITS DU MAIS, LES MESURES PROTECTONNISTES QUI SE MULTIPLIENT AUX USA, LE PROJET DE NOUVEL INSTRUMENT CONTRE LES PRATIQUES COMMERCIALES ILLICITES.
  - L'ARRANGEMENT ACIER AVEC LES USA (EXPORTATIONS GRECQUES).

LE DEJEUNER DE LUNDI DEVRAIT ETRE CONSACRE PRINCIPALEMENT A LA COOPERATION POLITIQUE MAIS ON S'ATTEND QUE LES MINISTRES ECHANGENT EGALEMENT DES VUES, AU DEJEUNER OU EN RESTREINTE, SUR LA PREPARATION DU CONSEIL EUROPEEN DE MARS ET LES RELATIONS AVEC L'AMERIQUE CENTRALE. (LES MINISTRES DES A.E. SE RENCONTRENT CE WEEK-END PRES DE PARIS AVEC LE PRESIDENT THORN).

2. AFFAIRES INTERIEURES

-----

## 2.1 QUESTIONS BUDGETAIRES

-----

### A) BUDGET DISCIPLINE

THE COMMISSION HAS TRANSMITTED TO THE COUNCIL AND THE PARLIAMENT A NEW COMMUNICATION ON BUDGET DISCIPLINE WHICH SYNTHESIZES AND REINFORCES TWO PREVIOUS COMMUNICATIONS OF LAST NOVEMBER. THE FIRST CONCERNS FINANCIAL GUIDELINES FOR AGRICULTURAL POLICY. THE SECOND DEALS WITH BUDGETARY PLANNING AND PROCEDURES IN GENERAL.

THE COMMISSION PROPOSES THAT SPECIFIC RULES BE INTRODUCED FOR VARIOUS TYPES OF EXPENDITURE. THE GROWTH IN AVERAGE AGRICULTURAL EXPENDITURE SHOULD REMAIN BELOW THAT OF OWN RESOURCES, WHICH REQUIRES RIGOROUS CAP MANAGEMENT, AN EARLY WARNING PROCEDURE FOR COST OVERRUNS, AND A RESTRICTIVE PRICE POLICY.

AS REGARDS OTHER TYPES OF EXPENDITURE, THE COMMISSION WILL DEFINE THEIR BUDGET PARAMETERS ON THE BASIS OF MULTIANNUAL PROGRAMMES (WHENEVER THEY EXIST), QUALITATIVE GUIDELINES (NOTABLY FOR STRUCTURAL EXPENDITURE) OR NORMAL TRENDS (NOTABLY ADMINISTRATIVE APPROPRIATIONS).

BEFORE THE START OF THE BUDGETARY PROCEDURE PROPER, THE COMMISSION WOULD SUBMIT A REPORT QUANTIFYING THE MAIN BUDGETARY COMPONENTS FOR THE YEAR AHEAD. IF THE VOLUME OF EXPENDITURE SUBMITTED BY THE COMMISSION EXCEEDED THE MAXIMUM RATE ESTABLISHED BY IT, THE COMMISSION WOULD PROVIDE A FULL JUSTIFICATION FOR SO DOING.

### B) BUDGET 1984

A LA FIN DE SON DISCOURS-PROGRAMME DE MERCREDI DEVANT LE PARLEMENT, LE PRESIDENT THORN AVAIT EVOQUE LES CONSEQUENCES POUR LE BUDGET 1984 D'UNE ABSENCE DE DECISIONS AU CONSEIL EUROPEEN DE MARS QUI ASSURERAIENT LA COMPATIBILITE ENTRE LA DEPENSE AGRICOLE ET LES CREDITS DISPONIBLES :

- 'SOYONS CLAIRS... IL N'Y AURAIT ALORS QUE DEUX POSSIBILITES D'EQUILIBRER LE BUDGET 1984 :
- OU LES ETATS MEMBRES SE DECLARERONT D'ACCORD POUR PRENDRE EN CHARGE, D'UNE FACON OU D'UNE AUTRE, LE DEPASSEMENT DE LA DEPENSE AGRICOLE PAR RAPPORT AUX MONTANTS INSCRITS AU BUDGET 1984, ET VOUS N'IGNOREZ PAS QUE CECI REQUIERT LEUR UNANIMITE.
  - OU L'ON RISQUE D'ALLER DANS LA TENDANCE DE RENFORCER LES CREDITS AGRICOLES AUX DEPENS D'AUTRES CREDITS COMME, PAR EXEMPLE, CEUX DU FONDS SOCIAL, DU FONDS REGIONAL, ETC...'

## 2.2 INFORMELLE MINISTRES DE L'ENERGIE (PARIS 1 FEVERIER)

PAS DE DECISIONS LORS DE CETTE RENCONTRE INFORMELLE MAIS QUELQUES PROGRES SUR DEUX DOSSIERS D'ACTUALITE ENTRE LESQUELS CERTAINES DELEGATIONS ENTENDENT MAINTENIR UN LIEN : LE REGIME FUTUR A APPLIQUER AUX CHARBONS A COKE DANS LA COMMUNAUTE ET L'ENVELOPPE FINANCIERE POUR LES PROJETS DE DEMONSTRATION DANS LE DOMAINE DE L'ENERGIE.

## 2.3 THE ENERGY SITUATION IN THE COMMUNITY

IN 1983 THE COMMUNITY'S ENERGY CONSUMPTION DECLINED FOR THE FOURTH SUCCESSIVE YEAR. THE RATE OF DECREASE, AT JUST OVER 1 0/0, WAS LESS THAN IN PREVIOUS YEARS. THE DECOUPLING OF ENERGY CONSUMPTION FROM GDP THEREFORE CONTINUED, BUT LESS THAN IN PREVIOUS YEARS. THE COMMUNITY'S ENERGY MARKETS IN 1983 WERE CHARACTERIZED BY OVERSUPPLY : SURPLUS IN OIL REFINING CAPACITY, SURPLUS CONTRACTED GAS DIRECTED TO POWER STATIONS. COAL STOCKS INCREASED AGAIN. LOWER THAN EXPECTED GROWTH IN ELECTRICITY DEMAND.

ENERGY PRICES TENDED TO WEAKEN IN 1983. THE COST OF IMPORTED CRUDE OIL IN DOLLAR TERMS DECLINED BUT MUCH OF THIS DECLINE WAS OFFSET BY THE LARGE DEVALUATION THE ECU AGAINST THE DOLLAR.

OIL DEMAND FELL BY 4.6 0/0 SO THAT THE COMMUNITY'S NET IMPORTS IN 1983 WERE 12 0/0 LOWER THAN IN 1982 AND NOW ONLY REPRESENT 32 0/0 OF ITS ENERGY REQUIREMENTS.

COAL DEMAND FELL BY 4 0/0, BUT BOTH NATURAL GAS AND ELECTRICITY DEMAND INCREASED BY AROUND 2 0/0. THERE WAS AN INCREASE OF 22 0/0 IN ELECTRICITY PRODUCED FROM NUCLEAR PLANTS SO THAT NOW OVER ONE FIFTH OF COMMUNITY ELECTRICITY PRODUCTION IS NUCLEAR BASED.

THE PROSPECTS FOR 1984 ARE THAT THE EXPECTED 2 0/0 INCREASE IN

COMMUNITY GDP SHOULD GIVE RISE TO A SLIGHT INCREASE IN ENERGY DEMAND FOR THE FIRST TIME IN FIVE YEARS. THE COMMUNITY'S NET IMPORT RELIANCE WILL BE VIRTUALLY UNCHANGED.

## 2.4 ACIER : VOILET INTERNE

LA COMMISSION A ADOPTE UNE COMMUNICATION DE MM. DAVIGNON, ORTOLI ET ANDRIESEN INTITULEE 'COMMENTAIRES AUX OBJECTIFS GENERAUX 'ACIER' 1985'.

EN EFFET, LES SERVICES DE LA COMMISSION AYANT PROCEDURE A UNE REEVALUATION DES PERSPECTIVES A MOYEN TERME DE LA SIDERURGIE, LES PRECEDENTES PREVISIONS ADOPTEES LE 23 MARS 1983 S'AVERENT TROP OPTIMISTES. AU LIEU D'UNE PRODUCTION DE 120 MIOT. D'ACIER BRUT INITIALEMENT PREVUE POUR 1985, IL Y AURAIT LIEU D'ESCOMPTEUR POUR 1986 UN CHIFFRE ALLANT DE 114 A 116 MIOT., SELON QUE LA BALANCE COMMERCIALE SIDERURGIQUE SE REDRESSE OU NON. CECI REPRESENTE POUR LES ANNEES A VENIR UNE CROISSANCE DE LA PRODUCTION DE L'ORDRE D'UN POURCENT PAR AN. LES TAUX D'UTILISATION DES INSTALLATIONS RESTERONT DONC INSATISFAISANTS -DE L'ORDRE DE 65 0/0- MEME EN TENANT COMPTE DES PROJETS DE RESTRUCTURATION ACTUELLEMENT EN EXAMEN.

LA COMMISSION A DECIDE D'ENVOYER CETTE COMMUNICATION AU COMITE CONSULTATIF CECA ET AU CONSEIL ET D'EXAMINER PROCHAINEMENT LES CONCLUSIONS OPERATIONNELLES QU'ELLE DEVRA TIRER DE CES COMMENTAIRES.

X D'AUTRE PART, LA COMMISSION A ADOPTE LES TAUX D'ABATTEMENT POUR LE 2EME TRIMESTRE 1984. LA TRES LEGERE AUGMENTATION DE PRODUCTION QU'ILS PERMETTENT PAR RAPPORT AU 1ER TRIMESTRE EST SURTOUT LA CONSEQUENCE DES VARIATIONS SAISONNIERES.

ENFIN LA COMMISSION A PROCEDE A UNE CORRECTION TECHNIQUE DES PRIX MINIMA QU'ELLE AVAIT DECIDES LE 23 DECEMBRE EN ACCROISSANT DE 20 DM CELLE DES TOLES A FROID, DES FEUILLARDS REFENDUS, DES TOLES QUARTO, DES PROFILES LONGS (CATEGORIE I).

## 2.5 AIDES A LA CONSTRUCTION NAVALE

---

LA COMMISSION A PROPOSE AU CONSEIL DE PROLONGER JUSQUE FIN 1986 LE REGIME DES AIDES D'ETAT DECOULANT DE L'ACTUELLE DIRECTIVE QUI VIENT A EXPIRATION LE 31.12.84, REGIME QUI CONSACRE UNE DISCIPLINE COMMUNAUTAIRE DESTINEE A PROMOUVOIR L'ASSAINISSEMENT ET LA RESTRUCTURATION DE CE SECTEUR GRAVEMENT AFFECTE PAR LA CRISE.

LA CONCURRENCE EXACERBEE DES CHANTIERS ASIATIQUES, S'AJOUTANT A LA CRISE ELLE-MEME ET A LA SOUS-COMPETITIVITE STRUCTURELLE DE L'INDUSTRIE COMMUNAUTAIRE, A ENTRAINE EN 83 UNE CHUTE DE 32 0/0 DES COMMANDES NOUVELLES (DE 1978 A 1982 LES REDUCTIONS AVAIENT ATTEINT 51 0/0 POUR LA PRODUCTION ET 43 0/0 POUR L'EMPLOI).

LES EXPERTS ESTIMANT QUE LA CRISE NE DEVRAIT PAS DURER AU-DELA DE 86, LA COMMISSION CONSIDERE QU'UN NOUVEAU REGIME NE POURRAIT ETRE CONCU A CE STADE. LA PROROGATION PROPOSEE DEVRAIT VISER A :

- PARVENIR D'ICI FIN 86 A UNE VERITABLE RESTRUCTURATION DE L'INDUSTRIE COMMUNAUTAIRE,
- RESTREINDRE RIGOREUSEMENT LES AIDES A PARTIR DE 87 DANS LE CADRE D'UN NOUVEAU REGIME.

## 2.6 CHOMAGE DES FEMMES

---

LA COMMISSION A ADOPTE UNE PROPOSITION DE RESOLUTION DU CONSEIL SUR LES ACTIONS A ENTREPRENDRE POUR COMBATTRE LE CHOMAGE DES FEMMES. LA COMMISSION VISE PARTICULIEREMENT LES CONDITIONS DE RECRUTEMENT ET LES MESURES EN MATIERE DE FORMATION ET D'ORIENTATION PROFESSIONNELLE.

## 3. ELARGISSEMENT

---

### 3.1 ESPAGNE : CONSULTATIONS PECHE 1984

---

DES CONSULTATIONS ONT EU LIEU LES 13 ET 14 FEVRIER AVEC L'ESPAGNE DANS LE CADRE DE L'ACCORD BILATERAL SUR LA PECHE. L'OBJECTIF DE CES CONSULTATIONS ETAIT DE CONVENIR DES DROITS DE PECHE DANS LES ZONES RECIPROQUES POUR L'ANNEE 1984.

CES CONSULTATIONS ONT ABOUTI A UN ACCORD QUI PREVOIT DES LIMITATIONS POUR LA PECHE ESPAGNOLE DANS LA ZONE COMMUNAUTAIRE, NOTAMMENT POUR LE MERLU ET L'ANCHOIS. DANS LE CADRE D'UNE LIMITATION DES PRISES ACCESSOIRES LORS DE LA PECHE POUR LE MERLU, DES LIMITES SPECIFIQUES ONT ETE CONVENUES POUR DEUX NOUVELLES ESPECES : LA CARDINE ET LA BAUDROIE.

LES AUTRES DISPOSITIONS DE L'ACCORD S'INSPIRENT DANS UNE LARGE MESURE DU REGIME CONVENU POUR L'ANNEE 1983.

(CES CONSULTATIONS NE SONT EN RIEN LIEES A L'ELARGISSEMENT. IL S'AGIT DE LA GESTION NORMALE D'UN ACCORD DE PECHE ENTRE LA COMMUNAUTE ET UN PAYS TIERS DANS LE CADRE D'UN ACCORD BILATERAL DE PECHE).

#### 4. RELATIONS EXTERIEURES

##### 4.1 CONFERENCE MINISTERIELLE ACP-CEE (BRUXELLES, 9/10 FEVRIER)

LES DELEGATIONS ET BUREAUX ONT TOUS RECU LE TEXTE INTEGRAL DES CONCLUSIONS EXHAUSTIVES QUE LE PRESIDENT CHEYSSON A TIREES AU

COURS D UNE CONFERENCE DE PRESSE VENDREDI DE CETTE SESSION, CONCLUSIONS PARTAGEES PAR LE PRESIDENT SHEARER. (M. PISANI N'A PAS TENU LUI-MEME LA CONFERENCE DE PRESSE QUI AVAIT ETE ANNONCEE POUR CE LUNDI).

LES DELEGATIONS ACP ET MMI ONT EGALEMENT RECU DE LA TASK FORCE LES COMMENTAIRES DETAILLES QUI LEUR ETAIENT UTILES. ON EN RETIENDRA, POUR LES AUTRES DELEGATIONS :

- ''DIALOGUE SUR LES POLITIQUES'' : L'OUVERTURE TEMOIGNEE PAR LES ACP POUR EXAMINER LES CLARIFICATIONS APORTEES PAR LA COMMUNAUTE REND POSSIBLE DES PROGRES A TRAVERS L EXAMEN DES MODALITES PRATIQUES DE LA COOPERATION.

- DROITS DE L'HOMME : LES DISCUSSIONS SONT DESORMAIS ENGAGEES ET VONT SE POURSUIVRE, MEME SI LES POSITIONS N'ONT PAS SUBSTANTIELLEMENT EVOLUE AU COURS DE LA CONFERENCE.

- INTERDEPENDANCE (POINT AJOUTE SUR L'INSTANCE DES ACP) : LES BENEFICES QUE TIRENT LES UNS ET LES AUTRES DE LA COOPERATION DEVRAIENT ETRE PLUS EQUITABLEMENT PARTAGES.

- ENVELOPPE FINANCIERE : L'INSISTANCE DES ACP A DEFINIR EN TEMPS UTILE DES CRITERES OBJECTIFS TRADUIT L'IMPORTANCE PRIMORDIALE QUE CEUX-CI ATTACHENT AU MONTANT DE L'AIDE, AU DELA DES AMELIORATIONS VISANT A UNE PLUS GRANDE EFFICACITE.

- AFRIQUE AUSTRALE : LES ACTIONS DE DESTABILISATION DE L'AFRIQUE DU SUD AURAIENT POUR CONSEQUENCE D EMPECHER LES PAYS ACP DE LA REGION DE TIRER PLEINEMENT BENEFICE DES POSSIBILITES PREVUES PAR LA CONVENTION.

ON NOTERA EGALEMENT DEUX APPELS DES ACP A LA COMMUNAUTE (NON PREVUS A L'ORDRE DU JOUR) POUR UN APPUI A LA LUTTE CONTRE LA SECHERESSE ET LA DESERTIFICATION EN AFRIQUE ET POUR UNE PARTICIPATION ACTIVE AUX NEGOCIATIONS SUR UN NOUVEL ACCORD CACAO.

MERCREDI AU COREPER, LE PRESIDENT LEPRETTE -CONSTATANT LA SATISFACTION GENERALEMENT EXPRIMEE- S'EST BORNE A SOULIGNER L'URGENCE DE L APPROFONDISSEMENT DES QUESTIONS SECTORIELLES (AVEC LES CONTRIBUTIONS SUPPLEMENTAIRES ATTENDUES DE LA COMMISSION). IL A RAPPELE QUE SERONT TRAITES A FIDJI AU NIVEAU MINISTERIEL LES THEMES ''DROIT DE L'HOMME'', ''DIALOGUE SUR LES POLITIQUES'' ET ''INTERDEPENDANCE'', AUXQUELS POURRONT S'AJOUTER A UN STADE ULTERIEUR D'AUTRES SUJETS TELS QUE L'ENVELOPPE FINANCIERE ET LA QUESTION DES ETUDIANTS.

##### 4.2 JAPON : CONSULTATIONS HAUT NIVREAU (TOKYO 13/15.2)

LES CONSULTATIONS A ''HAUT NIVEAU'' QUI VIENNENT DE SE TENIR A TOKYO ONT PERMIS AUX REPRESENTANTS DE LA COMMISSION, DIRIGES PAR M. FIELDING, DE FAIRE UNE NOUVELLE FOIS LE POINT DE LA SITUATION.

9  
AU COURS DE CES CONSULTATIONS ON APU ASSISTEE UN DOUBLE MOUVEMENT. D'UNE PART 5 THEMES ABORDES AU COURS DES CHN ONT ETE ELARGIS POUR EVITER UNE POLARISATION UNIQUEMENT SUR LES DIFFICULTES COMMERCIALES RENCONTREES ACTUELLEMENT. LES QUESTIONS MACRO-ECONOMIQUES ET MONETAIRES, LA COOPERATION CEE-JAPON EN MATIERE SCIENTIFIQUE, TECHNOLOGIQUE ET INDUSTRIELLE, LA CREATION D'UN EVENTUEL 'TRADE EXPANSION COMMITTEE' ONT ETE DISCUTEES AMPLEMENT.

D'AUTRE PART, IL A ETE JUGE PREFERABLE DE CONCENTRER LES CONSULTATIONS DANS LE DOMAINE DES ECHANGES COMMERCIAUX SUR DES DEMANDES CONCRETES, LIMITEES EN NOMBRE. 5 DEMANDES ESSENTIELLES ONT ETE FAITES AUX AUTORITES JAPONAISES :

- AMELIORATION DES PROCEDURES CONCERNANT LES NORMES ET HOMOLOGATION DE PRODUITS IMPORTES,
- ACCELERATION DE L'OUVERTURE DU MARCHE AUX PRODUITS AGRICOLES ET MANUFACTURES DE LA CE,
- SIMPLIFICATION DU SYSTEME DE DISTRIBUTION,
- POURUITES PLUS SEVERES EN MATIERE DE CONTREFACON ET DE CONCURRENCE DELOYALE,
- AMELIORATION DES CONDITIONS FAITES AUX ACTIVITES DE SERVICE, NOTAMMENT FINANCIER (BANQUES ET ASSURANCES), D'ORIGINE EUROPEENNE.

CECI A PU DONNER L'IMPRESSION A CERTAINS OBSERVATEURS JAPONAIS QUE LA COMMISSION AVAIT CHOISI UNE PERSPECTIVE OU 'L'ARBRE CACHE LA FORET'.

IL S'AGIT EN FAIT D'UN CHOIX DELIBERE DE PRIVILEGIER CERTAINS PROBLEMES QUI PARAISSENT ETE DES OBSTACLES MAJEURS A UN RETABLISSEMENT DE L'EQUILIBRE COMMERCIAL ENTRE CE ET JAPON.

NOUS REVIENDRONS SUR L'ENSEMBLE DE CE SUJET APRES QUE LES PARTICIPANTS DE LA COMMISSION AUX DERNIERES CONSULTATIONS AIENT INFORME LES REPRESENTANTS DES ETATS MEMBRES A BRUXELLES DES CONCLUSIONS DES CHN.

#### 4.3 HAUTE VOLTA

-----

M. ARBA DIALLO, MINISTRE DES A.E., A ETE RECU AU BERLAYMONT PAR MM. FRISCH ET HAUSWIRTH.

OUTRE UN ECHANGE DE VUES SUR L'ETAT DES NEGOCIATIONS POUR LA NOUVELLE CONVENTION ACP-CEE, LES ENTRETIENS ONT PORTE PRINCIPALEMENT SUR LA DIFFICILE SITUATION ALIMENTAIRE DE LA HAUTE-VOLTA. M. DIALLO A EXPOSE LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT DE SON PAYS QUI EST AXEE SUR LA RECHERCHE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET IL A ETE PROCEDE A UN EXAMEN DES POSSIBILITES QU'OFFRE EN CE DOMAINE LA COOPERATION COMMUNAUTAIRE (AIDES ALIMENTAIRES ET PROJETS DE DEVELOPPEMENT RURAL).

PAR AILLEURS, LES SERVICES DE LA COMMISSION SERONT PROCHAINEMENT SAISIS DE DEMANDES D'AIDES DESTINEES A SOUTENIR LES EFFORTS DE LA HAUTE VOLTA POUR RELANCER DES PROJETS MINIERES ET FERROVIAIRES.

#### 4.4 ECHANGES COMMERCIAUX AVEC LA CHINE

-----

LA PRESSE ACCREDITEE A ETE INFORMEE DE L'EVOLUTION FAVORABLE DES ECHANGES COMMERCIAUX AVEC LA CHINE. APRES PLUSIEURS ANNEES DE DEFICIT CROISSANT, LA COMMUNAUTE A ENREGISTRE, AU COURS DE 8 PREMIERS MOIS DE 1983, UN SURPLUS DE PLUS DE 100 MECUS, SUITE A UNE AUGMENTATION DE SES EXPORTATIONS (1805,9 MECUS) DE PRESQUE 53 0/0 PAR RAPPORT A LA MEME PERIODE EN 82. LES IMPORTATIONS EN PROVENANCE DE LA CHINE ONT AUGMENTE DE 8,8 0/0 ET ATTEINT 1702,9 MECUS.

#### 4.5 ACCORD INTERNATIONAL SUR LE CACAO

LA COMMISSION VIENT D'ADOPTER UNE COMMUNICATION COMPORTANT LES LIGNES DIRECTIVES D'UNE POSITION COMMUNE SUR LES MECANISMES ECONOMIQUES D'UN 4E ACCORD INTERNATIONAL SUR LE CACAO.

LA COMMUNAUTE, MEMBRE DES TROIS PREMIERS ACCORDS, Y A TOUJOURS OCCUPE UNE POSITION DOMINANTE AU SEIN DU GROUPE DES PAYS CONSOMMATEURS DU FAIT NOTAMMENT DE L'ABSENCE DES ETATS-UNIS. LES DEUX PREMIERS ACCORDS (1972 ET 1975) COMPORTAIENT DEUX MECANISMES DE STABILISATION (STOCK REGULATEUR PLUS CONTINGENT) QUI N'ONT JAMAIS ETE APPELES A FONCTIONNER ETANT DONNE QUE LES PRIX DU MARCHE PENDANT CETTE PERIODE SONT RESTES SUPERIEURS AUX PRIX PLAFOND.

LE TROISIEME ACCORD (1980) A FAIT L'OBJET D'UNE NEGOCIATION LONGUE ET DIFFICILE A L'ISSUE DE LAQUELLE LA COTE D'IVOIRE, PREMIER PRODUCTEUR, ET LES ETATS-UNIS, DEUXIEME IMPORTATEUR, ONT DECIDE DE NE PAS ADHERER, DU FAIT DE DESACCORDS PORTANT ESSENTIELLEMENT SUR LE NIVEAU DES PRIX. L'ABSENCE DE CES DEUX PAYS A NON SEULEMENT REDUIT LES RESSOURCES FINANCIERES DU STOCK REGULATEUR, MAIS A AUSSI CONSIDERABLEMENT ATTENUÉ L'EFFICACITE DES MESURES DE STABILISATION DECIDEES PAR LA COORDINATION INTERNATIONALE.

PAR AILLEURS, ENTRE EN VIGUEUR APRES UNE PERIODE D'UN AN ET DEMI D'INTERRUPTION DE LA COOPERATION INTERNATIONALE, CET ACCORD A DU FAIRE FACE A UNE SITUATION CARACTERISEE PAR UNE SURABONDANCE DE L'OFFRE QUI A ENTRAINE UNE TENDANCE A LA CHUTE DES PRIX. AINSI, LE STOCK REGULATEUR, SEUL MECANISME PREVU PAR L'ACCORD, N'A PU DEFENDRE LE NIVEAU DE PRIX NEGOCIE EN 1980 EN DOLLARS, COMPTE TENU DES MOYENS FINANCIERS A SA DISPOSITION.

DANS SA COMMUNICATION, LA COMMISSION PRECONISE UN ACCORD DONT LE PRINCIPAL MECANISME DE STABILISATION SERAIT UN STOCK REGULATEUR INTERNATIONAL INTERVENANT EN FONCTION DES NIVEAUX DE PRIX FIXES PAR LE CONSEIL DE L'ACCORD. IL EST PAR AILLEURS PROPOSE, LORSQUE LE STOCK RISQUERAIT D'ATTEINDRE LES LIMITES FINANCIERES, ET EN VUE DE RENFORCER LES OPERATIONS, DE PREVOIR LA POSSIBILITE DE MESURES DE LIMITATION TEMPORAIRES DES EXPORTATIONS. CES DEUX MECANISMES SONT ARTICULES DE MANIERE A CONSTITUER TROIS LIGNES DE DEFENSE AFIN DE POUVOIR ATTENUER, SI NECESSAIRE, LES EFFETS DESTABILISATEURS DE LA SITUATION DE PRODUCTION EXCEDENTAIRE QUE L'ON PREVOIT JUSQUE LA FIN DE LA DECENNIE.

LA COMMISSION RECOMMANDE QUE, DANS SES GRANDES LIGNES, UNE POSITION DE LA COMMUNAUTE ET DE SES ETATS MEMBRES SOIT FINALISEE DES LE MOIS DE MARS. (CE DOSSIER, DEJA EVOQUE LA SEMAINE DERNIERE PAR LES ACP, LE SERA A NOUVEAU LA SEMAINE PROCHAINE DANS LE CONSEIL PAR LA DELEGATION FRANCAISE).

#### 4.6 ACIER : VOLET EXTERNE

LE COREPER A APPROUVE LES ARRANGEMENTS NEGOCIES PAR LA COMMISSION AVEC LA TCHECOSLOVAQUIE ET L'AUSTRALIE ET TROUVE -A SON NIVEAU- UNE BASE D'ACCORD SUR DES CONTRE-PROPOSITIONS A FAIRE AU BRESIL EN CE QUI CONCERNE LES QUANTITES A COUVRIR SUR LE PLAN REGIONAL POUR LES PRODUITS DE LA FONTE. CECI PERMETTRA A LA COMMISSION DE REPRENDRE LES NEGOCIATIONS AVEC CE PAYS.

LA COMMISSION SOUHAITE SAISIR LE CONSEIL DES DIFFICULTES QU'ELLE RENCONTRE DANS LES NEGOCIATIONS AVEC LA SUEDE.

International Telex  
Western Union International, Inc.  
International Telex  
Western U

8  
5. QUESTIONS INSTITUTIONNELLES ET DIVERSES

5.1 UNION EUROPEENNE

LE PARLEMENT EUROPEEN VIENT D'APPROUVER A UNE TRÈS LARGE MAJORITE (229 VOIX POUR, 31 CONTRE, 42 ABSTENTIONS) LE PROJET DE TRAITE SUR L'UNION EUROPEENNE ELABORE PAR SA COMMISSION INSTITUTIONNELLE (RAPPORTEUR M. SPINELLI).

CE PROJET VISE NOTAMMENT A ASSOCIER LE PARLEMENT A LA PROCEDURE DE DECISION EN MATIERE LEGISLATIVE TOUT EN MAINTENANT ET VALORISANT LE ROLE DE LA COMMISSION.

LE PARLEMENT REMETTRA CE PROJET AUX GOUVERNEMENTS EN LEUR DEMANDANT D'ENGAGER LA PROCEDURE D'APPROBATION ET EN INFORMERA LES PARLEMENTS NATIONAUX POUR QU'ILS FASSENT PRESSION A CET EFFET SUR LES GOUVERNEMENTS. LE PROJET CONSTITUERA LA PIECE MAITRESSE DE LA PROCHAINE CAMPAGNE ELECTORALE.

LA COMMISSION A RENOUVELE SON APPUI A CETTE INITIATIVE, TOUT EN RAPPELANT LA NECESSITE DE FAIRE FACE EGALEMENT AUX EXIGENCES IMMEDIATES DE LA COMMUNAUTE, ENTRE AUTRES PAR LE RETABLISSEMENT DE L'EFFICACITE DU MECANISME DECISIONNEL DE CELLE-CI, DENATURE PAR LA PRATIQUE DE L'UNANIMITE SUIVIE PAR LE CONSEIL .

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR

64215 EURCOM UW  
64215 EURCOM UWXXXXX  
?????  
VIA WUI A